

« LES VACHES RÊVENT-ELLES DU TRAVAIL ? »

Bien-être animal et souffrance au travail Entretien avec Jocelyne Porcher et Lise Gaignard

*Propos recueillis par Romain André, Mickaël Correia,
Natacha de la Simone et Bruno Thomé*

Quel point commun entre un cochon élevé à la chaîne par l'industrie agroalimentaire, une professeure de musique en collège, une brebis paissant dans les alpages et un directeur des services vétérinaires pendant la crise de la vache folle ? Tous travaillent. Partant de là, se pose la question de leurs conditions de travail et de leur rapport à cette activité.

Jocelyne Porcher, éleveuse de brebis devenue sociologue, étudie les relations de travail entre humains et animaux d'élevage¹. Lise Gaignard est psychanalyste et chercheuse en psychodynamique du travail². Elle s'intéresse non pas à la « souffrance » ou au « bien être », mais plutôt à « la construction psychique liée à l'activité de travail ». Elles confrontent ici leurs manières de penser cette activité particulière qui lie humains et animaux plus souvent qu'on le croit.

Sur quoi travaillez-vous et comment vous êtes-vous rencontrées ?

Jocelyne Porcher : J'ai été éleveuse de brebis puis j'ai dû arrêter. À 33 ans, j'ai repris un cursus de formation et j'ai obtenu un brevet de technicien agricole et un BTS Productions animales. Lors d'un stage, je me suis retrouvée dans une porcherie industrielle. La rencontre avec la violence productiviste a été un choc. Plus tard, quand je suis arrivée à l'Inra (Institut national de la recherche agronomique) pour un stage d'ingénieur agricole, j'ai découvert les recherches sur le « bien-être animal » : mettre des vaches dans des labyrinthes, infliger des chocs électriques à des moutons pour prouver leur capacité à anticiper... J'ai pu constater que les chercheurs sur le « bien-être animal » ne connaissaient ni les animaux, ni les éleveurs – qu'ils méprisaient ouvertement –, ni même l'élevage. Seules semblent compter leurs petites manip', leurs publications scientifiques et leur place dans le monde acadé-

mique. C'est en travaillant avec eux que j'ai décidé de devenir moi-même chercheuse, pour servir d'autres intérêts que ceux de l'agro-industrie. J'ai d'abord travaillé sur l'attachement entre éleveurs et animaux, ce lien formidable observé lors de mon expérience d'éleveuse, mais c'est surtout la souffrance des éleveurs qui ressortait de mes études et donc, j'ai cherché à la comprendre.

Lise Gaignard : Je suis pour ma part psychanalyste et j'ai travaillé dans des cliniques pratiquant la psychothérapie institutionnelle³. Pendant la crise de la vache folle, au début des années 2000, j'ai été sollicitée sur la « souffrance au travail » – comme ils disent – des directeurs des services vétérinaires (DSV). Ils n'arrivaient pas à organiser les abattages de troupeaux ; cela leur faisait des cauchemars. Ils s'étaient dit qu'une psychanalyste, c'était bien, pour leur enlever les cauchemars.

J. P. : C'est à cette époque que nous nous sommes rencontrées, au Conservatoire national des arts et métiers (Cnam). Suite à mon recrutement à l'Inra, j'avais été détachée au Laboratoire psychodynamique du travail et de l'action de Christophe Dejours : je faisais des enquêtes sur le travail dans les porcheries industrielles, et c'est en mobilisant la psychodynamique⁴ que j'ai pu faire ces recherches en étant moi-même moins en souffrance. J'allais chez les gens, ils étalaient leurs histoires, ils pleuraient et je les laissais en larmes sur leur table de cuisine. Je me suis dit que quelque chose n'allait pas, qu'il fallait prendre les choses autrement, avoir une réponse collective à la souffrance exprimée par les éleveurs.

L. G. : L'élevage industriel est quelque chose de construit collectivement dont, au fond, tout le monde est plus ou moins responsable. Les enquêtes de Jocelyne sur la souffrance dans les porcheries ont politisé la question, laquelle est complexe, puisque les victimes sont aussi les coupables. La psychodynamique du travail montre que les victimes, ce sont aussi bien les cochons que les éleveurs ou les vacanciers qui vont sur les plages pleines d'algues vertes. Son travail permet de sortir des fausses alternatives que portent les experts du bien-être animal et les abolitionnistes de toute forme « d'exploitation animale⁵ ».

J. P. : Surtout que les cochons ne sont pas seulement des victimes ; ils collaborent au travail. Ils sont comme nous : ils sont trop bons, ils supportent tout par excès de gentillesse. C'est en cela que la question du travail est intéressante : les cochons perçoivent nos désirs et cherchent à bien se comporter pour nous faire plaisir.

Sur quelle définition du travail vous appuyez-vous pour questionner l'une, les animaux au travail, l'autre les salariés qui vous consultent ?

J. P. : Pour penser les animaux au travail, je me suis d'abord appuyée sur *Le Manuscrit de 1844* de Karl Marx : le travail y est avant tout décrit comme un rapport émancipateur à la nature, une action sur le monde pour le transformer. Cela m'a permis de comprendre comment et pourquoi on vivait avec les animaux. Je suis partie de cette hypothèse : c'est le travail qui nous réunit et qui nous permet de vivre ensemble. Les éleveurs ne vivent pas avec les animaux pour gagner de l'argent. Ils n'en gagnent pas. Ils travaillent avec les animaux parce qu'ils veulent vivre avec eux.

Car travailler, c'est d'abord vivre ensemble, c'est chercher à s'émanciper des contraintes et de la tragédie de la vie. En élevage, le travail permet, aux animaux comme à nous-mêmes, de comprendre et d'appréhender les choses, de les maîtriser un peu pour que le moment de vie en commun entre éleveurs et animaux devienne autre chose qu'une tragédie – même si ça finit tragiquement pour les animaux et pour nous-mêmes.

L. G. : Il faut bien distinguer travail et emploi. J'utilise deux définitions. D'abord celle de Claude Veil dans *Psychiatrie et milieu de travail*⁶ : le travail, c'est toute production de services ou de biens entraînant des liens entre les personnes. Quand on emmène son gamin à l'école, on travaille. Ça permet de déstabiliser la question, de la complexifier. On sort

de la définition sociologique du travail, qui est souvent recouverte par la question de l'emploi, ce qui fait qu'on ne sait souvent plus de quoi on parle dans les débats publics. Le travail pose la question de la production commune d'une société.

L'autre définition, c'est celle de la psychodynamique du travail, de Christophe Dejours : le travail est l'effort ajouté à la prescription pour qu'elle devienne réalisable. On a toujours une prescription qu'on ne pourra pas mettre en œuvre parce qu'elle est trop loin du réel, parce qu'il y a des prescriptions contradictoires – faire vite *et* faire bien *et* en toute sécurité. On doit donc arbitrer en permanence entre ce qu'on fait et ce qu'on dit. Le travail, c'est alors l'effort que je produis pour faire au mieux, c'est-à-dire au moins mal, en fonction de ce qu'on m'a demandé et de ce qui est possible. Cela dépend aussi de si je suis fatiguée ou en pleine forme, de retour de vacances ou déjà à bout le lundi. Il s'agit de réfléchir sur cet investissement, qui est totalement invisible, car les arbitrages ne durent qu'un quart de millième de seconde : on est *pris* dedans. Or, c'est là que réside la marge de manœuvre qui permet de ne pas laisser les gens en train de pleurer sur la table de la cuisine.

J. P. : J'ai pu aussi le vérifier dans mes recherches : le travail des vaches ne réside pas tant dans le suivi de procédures que dans leur effort pour bien faire, sans lequel ça ne marche pas. Nous l'avons montré avec Tiphaine Schmitt en étudiant le rapport des vaches au robot de traite dans une exploitation laitière⁷, pour lequel il n'y a pas de procédure : les vaches se débrouillent entre elles pour accéder à la machine. Nous avons montré que cet ajustement n'est pas de l'ordre du conditionnement ni de la hiérarchie, mais consiste en un ensemble d'arrangements entre les vaches elles-mêmes, assez drôle à observer. Certaines peuvent même enrayer la machine : il y en a une par exemple qui s'était arrêtée une demi-heure à l'entrée du robot, avec les autres qui piétinaient derrière. Elle a bloqué le système, volontairement.

L'enjeu est de montrer aux éleveurs qui ne le perçoivent pas que les vaches conservent une marge d'autonomie, même si elles ont l'air d'agir soit par conditionnement soit parce qu'elles sont contraintes. Les concepteurs des machines à traire s'efforcent d'ailleurs de réduire cette marge, pour que les vaches ne soient que des pions, forcées de suivre le chemin prévu. Ils s'efforcent en fait de les empêcher de travailler.

L. G. : Ici, le travail de la vache, c'est l'effort pour rendre le robot de traite à peu près utile.

J. P. : Le travail est un investissement dans la production, mais la vache ne *produit* pas du lait. Elle se moque de la courbe de production. En revanche, elle a conscience de toute l'organisation autour d'elle, et agit pour que tout se passe bien. C'est plus facile de parler de travail concernant les chiens de berger, les chiens policiers ou d'aveugle, parce qu'ils ont une vision de la finalité de leur travail : c'est une production de services. Mais même ceux qui forment les chiens le perçoivent souvent comme du conditionnement. Pourtant, les chiens de berger sont encore plus au fait du travail que le berger lui-même, car ils connaissent mieux les brebis. Il y a donc ceux qui prennent des initiatives et ceux auxquels le berger dit sans

cesse : « À droite, à gauche, devant, derrière », qui sont finalement comme des automates. Mais on retrouve plus souvent les chiens automates dans les concours que dans les alpages.

L. G. : Au fond, la plupart des salariés ne savent pas plus ce qu'ils produisent que la vache qui produit du lait ou de la viande. Ils font, ils aménagent, souvent ils désobéissent, mais ils ne savent pas ce qu'ils produisent. Par exemple, un maître d'école n'a pas forcément conscience de participer à la production d'une société inégalitaire. On ne produit pas forcément ce qu'on croit.

J. P. : En tous cas, si on dit que les animaux travaillent, cela nous oblige à questionner l'organisation de ce travail, par exemple la question du temps de travail. Avec une vache laitière, on peut penser une organisation qui tienne compte de son statut de travailleur, y compris les pauses. En revanche, un porc charcutier est à l'usine 24 h/24. Et la seule porte de sortie, c'est l'abattoir.

Le travail est-il le seul mode de relation possible avec les animaux domestiques ?

J. P. : Le travail est partout, même dans les relations avec les animaux de compagnie. J'ai une chienne, et si son travail, c'est de me tenir compagnie, où est le champ du hors-travail ? Si je lui dis : « Aujourd'hui je travaille », et que je m'installe devant mon ordinateur, elle se met dans un coin et ne bouge plus. C'est un travail sur soi : elle est en forme, elle voudrait courir, aboyer, mais tant que je suis plantée devant mon ordinateur, elle attend. En revanche, si j'emène ma chienne à la plage, elle fait ce qu'elle veut, et c'est moi qui suis à son service, qui surveille : c'est moi qui travaille.

À un moment, il y a du travail, de la production, de l'engagement, et à un autre du dégageant. C'est un changement de monde : les animaux sont dans le travail, dans notre monde à nous, ou plutôt le monde commun humains/animaux, et à un moment donné, ils sont dans leurs propres affaires.

Les animaux sauvages travaillent-ils aussi ?

J. P. : Pas tous. Les fourmis et moi, nous n'interférons pas. Peut-être sont-elles travailleuses, mais leur concept de travail ne regarde qu'elles. En revanche, certains animaux dits sauvages travaillent, comme les cétacés qu'on équipe d'un GPS pour surveiller le climat. On les capture, on les surveille, et les animaux le savent. Sans doute en pensent-ils quelque chose, et il se peut que cela fausse les résultats, comme dans les expérimentations animales⁸. Peut-être que ces baleines continuent leur vie comme avant de « travailler » pour nous, mais peut-être pas, ou pas autant qu'on ne le croit. À partir du moment où les animaux se demandent ce qu'on bidouille avec eux, ce qu'on leur veut, et qu'ils répondent, on peut considérer qu'ils travaillent.

Les animaux ont-ils un statut différent en « production animale » – c'est-à-dire industrielle – et dans les élevages paysans ?

J. P. : Lors de la crise porcine de 2015, un gros producteur de porc se plaignait dans la presse : « *Je vais être obligé de licencier mes ouvrières.* » Là, les truies renvoient à l'ouvrier aliéné, jetable, exploité au maximum. En revanche, dans l'élevage « véritable », les animaux ont un statut de travailleur, de partenaire, de collègue de travail. Un idéal de la relation de travail peut alors s'inventer, équitable dans une certaine mesure, où la coopération serait privilégiée – sans nier que nos relations aux animaux sont de toute façon asymétriques.

L. G. : Cette notion de « collègue de travail » est tout de même compliquée : normalement, on ne tue pas les collègues et on ne les mange pas à la fin de leur contrat.

Comment circule la souffrance entre salariés et animaux dans les porcheries industrielles ?

J. P. : On force la truie à produire de dix-huit à vingt-six porcelets par portée – une truie n'a que seize tétines. Par conséquent, la mise à bas est trop longue et les derniers porcelets risquent de mourir. Donc un salarié doit « fouiller » la truie, c'est-à-dire aller chercher les porcelets dans l'utérus. Ça lui fait mal. Le salarié se met à sa place. Si c'est une femme ayant des enfants, elle se dit : « Je suis mère moi aussi. » Il y a un côté charnel, une empathie de corps : on est si près des animaux qu'on ressent leur souffrance dans son propre corps.

J'appelle cela la « contagion de la souffrance ». Plus qu'une interaction, c'est une espèce de balance mutique de la souffrance, comme une contagion de quelque chose de sourd qui passe des animaux aux humains. C'est plus explicite chez les femmes que chez les hommes, qui ont des défenses viriles plus fortes⁹. Même si les salariées essaient de maintenir un écart avec l'animal, comme un filtre, les animaux le dissolvent en se rapprochant d'elles. Cela produit une espèce de magma où la souffrance passe facilement. « On fait souffrir les animaux, et moi, je participe à ça. Les truies ne m'aiment pas, je sais pourquoi, mais j'aimerais bien qu'elles m'aiment. Je les fais souffrir, mais je fais de mon mieux. Mon chef me dit de tuer les porcelets chétifs, mais je ne le fais pas, je leur donne le biberon, j'y passe des heures. » Il y a aussi une souffrance éthique, morale, liée à la conscience de sa collaboration à un système qui génère de la souffrance.

Et les producteurs, est-ce qu'ils souffrent aussi ?

J. P. : Les producteurs sont coincés, ils ne peuvent pas quitter ce système de production. Ils ont fait le mauvais choix au mauvais moment et se sont laissés bourrer le mou, par intérêt voire par cupidité. En plus, ils ont souvent un taux d'endettement de 180% et les banquiers sur le dos. Dès lors, ils ne pensent qu'à extirper la matière animale des bestioles pour la transformer en fric et rembourser la banque. C'est pour ça qu'ils sont obligés d'aller pleurer à la télévision pour réclamer moins de normes : « Arrêtez de nous saouler avec l'environnement, avec le bien-être animal. » Le bien-être animal est bien utile à la filière dont il permet de redorer le blason, mais c'est

une autre histoire pour le pauvre gars qui se retrouve bloqué par ces nouvelles contraintes, et ne peut plus inséminer ou faire ses piqûres comme il veut...

Quels sont les soubassements théoriques du bien-être animal ? En quoi consistent les études sur le bien-être animal dans les productions industrielles ?

J. P. : Le bien-être animal est directement issu de la zootechnie¹⁰, qui cherche à rendre la machine animale productive dans un certain environnement. Il faut aussi chercher du côté des théories du conditionnement, de l'éthologie comportementale et surtout de l'éthologie appliquée, qui est devenue la véritable zootechnie du XXI^e siècle : l'étude du comportement animal à visée économique – comment faire pour que la caille, le porc ou le chat produisent le plus possible dans les systèmes industriels et intensifiés, et pour que cela soit accepté socialement.

Cela fait quarante ans que l'Union européenne finance les études sur le bien-être animal en industrie. Quand j'ai commencé à travailler dans les porcheries industrielles, les truies avaient une sangle qui s'incrétait parfois dans leur chair. La souffrance était visible. Ils ont enlevé la sangle et ont mis les truies en cage. Désormais, bien-être animal oblige, ils ont aussi enlevé la cage, en partie – la truie gestante, théoriquement, n'y reste qu'un mois. Mais ils mettent huit truies ensemble dans un minuscule espace en béton, sur caillebotis, et elles finissent par se battre entre elles – par ennui. Cela nous est présenté comme une amélioration du bien-être animal.

Dans les faits, mes collègues qui étudient la question ne mettent jamais les pieds dans une porcherie ; ils collaborent jour après jour, depuis quarante ans, faisant tourner un système qu'ils prétendent améliorer mais qu'ils ne connaissent pas. Bref, le bien-être animal se résume à assurer la durabilité de cette abjection qu'est le système industriel.

Et le « bien-être au travail », quel est son origine, ainsi que son rôle ?

L. G. : Les sciences du travail et les psychologues du travail existent depuis l'avènement du taylorisme à la fin du XIX^e siècle. Les premières études se sont focalisées sur la fatigue, l'engagement, les recrutements, les tests d'aptitudes. Auparavant, personne ne se préoccupait de savoir si un cordonnier aimait le cuir ou pas, comment faire pour qu'il soit tout le temps en forme psychiquement et ne se suicide pas le lundi matin. Il a fallu attendre l'ingénieur américain Frederik Taylor – puis Henry Ford et leurs successeurs – pour que soit théorisée la productivité humaine. Ils ont d'ailleurs très bien réussi : le travail humain n'a jamais autant rapporté qu'actuellement. Aujourd'hui, les psychologues du travail sont toujours au même endroit, sauf qu'ils ont deux casquettes : *coachs* et spécialistes de la « souffrance au travail », avec les mêmes formations, employeurs et conditions de travail. Le *coaching* marche moins bien ces derniers temps, mais avec la récente loi sur les risques psychosociaux¹¹, nombre de psychologues se retrouvent à travailler dans les entreprises, se spécialisant dans la filière du bien-être au travail. Ils travaillent pour EDF ou pour la Poste, et reçoivent les salariés

pour leur dire : « Ayez des pensées positives ! » C'est un marché juteux.

Le changement le plus frappant dans le monde du travail aujourd'hui est justement cette idée d'envoyer les salariés « chez le psy » pour évacuer la perception de la souffrance : il faut qu'ils soient de nouveau en mesure d'exercer des techniques de travail toujours plus désocialisantes. C'est une dépolitisation totale.

Le pire, c'est que cette mascarade est parfois défendue par les syndicats eux-mêmes : au lieu de lutter sur les conditions de travail, ils voudraient que l'on dénonce les chefs harceleurs. Or, ces cadres sont eux-mêmes constamment sous pression : comme leurs évaluations, et donc leurs salaires, dépendent désormais directement de la production des autres, ils harcèlent leurs subalternes pour que ça aille plus vite, pour les pousser à enlever les sécurités, etc.

Il m'arrive de recevoir dans mon cabinet des salariés que m'envoient des médecins du travail ou des syndicalistes, mais je ne veux pas figurer sur le listing des psys spécialisés dans la « souffrance au travail ». Ceux-là se contentent de conseiller aux personnes harcelées par des chefs pervers-narcissiques de se mettre en arrêt-maladie. Mais le problème n'est pas médical. Après l'arrêt-maladie, si le salarié ne peut pas retourner travailler, la Sécu va l'envoyer à la Maison départementale des personnes handicapées avec une allocation adulte handicapé, et ses revenus vont baisser rapidement. C'est la manière la plus pratique et la plus courante de se débarrasser des travailleurs aujourd'hui. Je ne me bats donc pas tant contre le « bien-être au travail » que contre ceux qui sont obnubilés par la question de la souffrance au travail, et qui emmènent tout le monde dans ce qui est clairement une catastrophe nationale.

Comment se passe la consultation ?

L. G. : Des salariés qu'on n'a pas réussi à calmer arrivent dans mon cabinet : ceux qui embarrassent tout le monde, qui parlent de se suicider au travail et risquent de faire exploser les statistiques. Pour éviter ça, certains services de médecine du travail acceptent de payer 110 euros pour qu'ils viennent passer une ou deux séances de deux heures dans mon bureau.

Ce sont en général des cadres, des professions intermédiaires, très peu d'ouvriers. Jamais des précaires. Ils commencent toujours l'entretien en racontant comment on les a *rendus malades*. Ils démarrent toujours de la même manière : « J'ai un chef pervers narcissique. » Ils en ont toujours un. Je leur demande ensuite ce qu'ils font comme travail. Ils répondent par exemple : « Je suis professeur de musique. » Et ils décrivent donc leur activité : « On a cinq classes de sixième la première année, on ne sait jamais le nom des élèves, on les a une heure par semaine, on n'y comprend rien. » Ils parlent ensuite des rapports de domination, de la hiérarchisation symbolique des matières : au collège, le haut, c'est les maths, après c'est la physique-chimie, puis les lettres, les langues et en dernier, il y a les arts plastiques et la musique.

Puis vient l'anecdote : elle s'est fait caillasser par des élèves avec de grosses boules de neige, jusqu'à l'intérieur de sa voiture, où elle se retrouve toute trempée le dernier jour de l'école avant Noël. Le directeur du collège passe à côté, elle lui demande de l'aide, et lui rigole. Elle a fait une dépression et n'est jamais retournée travailler.

Bref elle était désagréable avec les élèves, ces derniers étaient d'une cruauté effroyable envers elle, et le directeur également. C'était un rapport terrifiant.

Elle est donc entrée dans mon bureau avec des élèves délinquants et un principal de collège pervers-narcissique – et elle en avait des preuves. Mais elle est ressortie avec une autre vision : « Professeur de musique, ce n'est pas une vie, et les collègues, c'est l'enfer pour tout le monde. » Et c'est vrai. Elle était moins « rendue folle », mais plus embarrassée. Elle a arrêté de croire qu'on lui voulait du mal et s'est retrouvée dans une espèce d'incertitude, alors qu'avant, elle avait une solution : dresser les gosses et faire virer le principal. C'était pas compliqué – à part à mettre en œuvre –, mais le prix de tout cela, c'est qu'elle ne dormait pas, que plus personne ne lui téléphonait. Elle était seule car elle était trop pénible.

Le prix d'une vie plus lucide, c'est d'être davantage contrarié et, éventuellement, de passer à l'action. Qu'est-ce que l'action pour un prof de musique ? Se remettre au piano ? Je n'en sais rien. Ce sont les gens qui savent ce qu'il faut qu'ils fassent. Mais à un moment, on rentre dans l'embarras de la question de la société, du vivre ensemble au sens noble. Comment faire pour ne pas s'entretuer ? Comment faire un collègue ? Il y a des établissements où ça se passe extrêmement bien. Même avec les profs de musique !

Au début des années 2000, tu as enquêté sur la « souffrance au travail » des directeurs de services vétérinaires pendant la crise de la vache folle. Peux-tu nous raconter cette expérience ?

L. G. : Les directeurs de services vétérinaires (DSV) resentaient de la « souffrance au travail » parce qu'ils devaient abattre des troupeaux entiers à la moindre alerte, alors que, ne sachant pas comment la maladie se propageait, ils étaient scientifiquement contre les abattages. Mais ils étaient obligés.

Ces directeurs sont des hauts fonctionnaires qui travaillent avec le préfet pour faire appliquer les réglementations étagées à propos du commerce de la viande : en temps normal, ils ne s'occupent pas d'animaux mais uniquement de produits animaux.

Peu de temps avant, on leur avait demandé d'organiser la mise à mort de tous les veaux d'un jour¹², ce qui ne leur avait pas posé trop de problèmes ; il suffisait de signer un bout de papier pour les envoyer à l'abattoir. Mais cette fois, on leur demandait d'organiser l'abattage eux-mêmes, dans des écuries¹³ qui n'étaient pas assez grands. Il fallait inventer. Ils ont dû faire appel à des gens qui savent tuer les bêtes – ceux qui avaient travaillé toute la semaine à l'abattoir rempilaient donc le dimanche – et ils abattaient aussi dans les champs.

Et puis les bêtes ne sont pas si bêtes que ça : par exemple, des veaux d'un jour dont on venait de tuer la mère passaient à travers les clôtures. Bref, ça été un merdier total.

Pour les DSV, voir arriver sur leur écran : « Il y a un sérodiagnostic positif dans l'élevage de M. Machin, trois cents vaches », c'était l'angoisse. Comment faire alors pour ne pas souffrir ? D'autant qu'on leur demandait de faire couper toutes les têtes pour prélever un bout de cerveau et l'envoyer à Paris : il pouvait y avoir de grandes tables avec trois cents têtes de vaches. Les DSV n'ont jamais eu les résultats des examens.

Après ça, ils devaient répondre aux médias et raconter qu'ils donnaient des biftecks hachés à leurs propres enfants. On allait manger au restaurant La Boucherie le midi avec eux et ils commandaient du tartare... Une vétérinaire avait même dit : « Je suis prête à me faire filmer en train de mettre du sang de vache dans le biberon de mon bébé. » C'est un réflexe défensif : comment faire quand on réprovoque son travail ? Il faut aller jusqu'au bout, sinon c'est trop dur. Les éleveurs, quant à eux, souffraient énormément. Or la consigne du préfet était « Aucun suicide d'éleveur ». Et ils ne se sont pas suicidés !

J. P. : Pas tout de suite !

L. G. : Les autorités ont proposé de leur offrir deux fois le prix du troupeau en compensation. Mais les éleveurs disaient : « Ce n'est pas une histoire de fric ! Comment vais-je refaire un troupeau ? Celui-là, ça fait trente ans que je le fabrique ! »

Est-ce pour des raisons similaires que certains éleveurs de brebis refusent une compensation financière quand quelques bêtes sont tuées par des loups – ce qu'on appelle la « part du loup » ?

J. P. : Pas exactement. Les brebis ont été domestiquées il y a 8 000 ans, c'est l'animal d'élevage par excellence. La brebis fait confiance à l'éleveur pour pâturer tranquillement, pour échapper à son destin de proie. Le premier engagement de l'éleveur est de protéger ses bêtes de la tempête, des ravins, de la maladie, du loup. Si une brebis se fait manger, c'est le troupeau entier qui est stressé, les liens entre les brebis et l'éleveur sont pulvérisés. Les éleveurs s'en fichent du chèque de compensation ; au contraire, c'est le prix de leur trahison. Je me suis appuyée sur la théorie du don de Marcel Mauss¹⁴ pour penser l'élevage : nous mangeons les animaux domestiques, en échange de quoi nous sommes tenus de leur offrir une belle vie. Et la mort des animaux n'est pas le but du travail mais le bout. Aujourd'hui, les éleveurs ont l'impression de ne plus être à la hauteur de ce que donnent les animaux.

Je n'ai rien contre les loups, mais ils ont compris qu'ils étaient protégés : puisqu'on élève des brebis pour eux, pourquoi se fatigueraient-ils à chasser d'autres animaux ? Ils sont eux aussi domestiqués, mais contre les brebis.

Tu dis souvent que travailler avec des animaux, c'est aussi se coltiner la mort, et par extension le vivant,

question qu'écartent selon toi les véganes et les abolitionnistes...

J. P. : Le problème, c'est que les abolitionnistes croient avoir *la* solution : c'est mal de faire souffrir et de tuer les animaux, donc il faut arrêter de les manger, de les élever, de se les approprier. Il y aurait le bien d'un côté et le mal de l'autre. Il suffirait d'abolir l'élevage, y compris pour les animaux familiers. Comme le bien-être animal, qui consent à la violence du système industriel, la libération animale se donne comme vertueuse envers les animaux, mais consent de fait à leur disparition – avec pour logique implicite « Si tu ne nais pas, tu ne souffres pas ».

Selon moi, le véganisme rejoint les intérêts de ceux qui veulent prendre en main l'élevage, en l'occurrence les multinationales et les fonds d'investissement. La Fondation Bill Gates soutient par exemple des entreprises¹⁵ qui proposent des ersatz de poulet sans poulet, du bœuf sans bœuf, du fromage sans lait, de la mayonnaise sans œufs... Ça les arrange qu'on soit convaincus que c'est mal de manger des animaux : cela leur permet de nous vendre leurs nouveaux produits.

On arrive au bout du bout de notre rapport industriel aux animaux, que ce soit au niveau de l'éthique, de l'environnement, de la santé... Mais nous vivons dans un monde capitaliste où la solution est une nouvelle industrialisation. En plus de ces succédanés de viande, les multinationales et les fonds d'investissement cherchent à créer une industrie de la viande 2.0, à produire une viande sans animaux, car les animaux restent un frein à la production. En défendant le projet d'une production de viande *in vitro* (élaborée en cultivant des cellules souches en laboratoire), les abolitionnistes ne font pas le service après-vente, mais le service avant-vente. Les consommateurs de viande industrielle consentent tout de suite à un système industriel qui a cours, alors que les véganes militants consentent à un système qui arrive.

Bien sûr, les productions animales font souffrir horriblement les animaux et les salariés, elles contribuent à la destruction de la biodiversité et ont un impact réel sur le climat. Mais ce sont les systèmes industrialisés qui en sont responsables, pas l'élevage. Depuis 10 000 ans, l'élevage est, au contraire, en harmonie avec la planète. L'élevage, c'est vivre et travailler avec des animaux. Faire naître et élever. C'est un métier de la reproduction et de la relation. Une relation entre humains et animaux, et une relation commune à la nature. Les vaches font la prairie, comme les moutons dessinent les pentes de la montagne. Sans les animaux d'élevage, la forêt est à la merci des incendies : ils rendent notre environnement habitable, varié, beau.

La filière bio ne s'est que tardivement intéressée à l'élevage. Pourquoi ?

J. P. : La viande bio est commercialisée comme bonne pour la santé et l'environnement, pas pour la qualité du travail des éleveurs et des animaux. Quand je travaillais à Ecocert¹⁶, lors de sa naissance au début des années 1990, j'étais étonnée que beaucoup de maraîchers soient végétariens et considèrent les éleveurs comme des « viandards ». La filière bio est née des

enjeux de la relation à la terre, à la plante, sans considérer tout de suite – sauf les biodynamistes – la relation homme-animal-plante. Aujourd'hui, ce secteur s'intéresse à l'élevage, notamment sous l'impulsion des consommateurs, depuis que les pratiques des systèmes industriels se sont ébruitées, et bien sûr à cause des scandales sanitaires.

Quand on vit en ville, sans contact avec des éleveurs, on n'a quasiment pas d'autre choix que de ne pas manger de viande si on ne veut pas alimenter l'industrie de production animale...

J. P. : Il est plus compliqué de vendre une viande saine et de qualité en circuit court que des légumes bio, notamment parce que la viande et le fromage doivent être réfrigérés pour le transport et la conservation. Mais pourquoi ne pas mettre en commun une camionnette frigorifiée et s'organiser avec des éleveurs ?

L. G. : La question de l'élevage concerne la vie quotidienne de tout le monde. Comment fait-on au jour le jour ? Que promouvoir de façon collective ? Les Amap fonctionnent bien pour les légumes, les petits maraîchers se sont bien débrouillés pour se rendre accessibles, pourquoi pas les éleveurs ? Des listes de psychanalystes féministes, non homophobes, élaborées par des usagers circulent sur Internet, et c'est une très bonne chose. On pourrait s'inspirer de ça pour les bouchers, les éleveurs. On ne s'organise pas assez sur la viande.

Ne devrait-on pas repenser aussi l'abattage ?

J. P. : C'est une question centrale, qui revient sans cesse chez les éleveurs que je connais : comment faire pour abattre à la ferme ? C'est pourquoi je participe à la création d'un groupe avec des éleveurs, des vétérinaires, des journalistes et la Confédération paysanne, pour faire changer la loi qui oblige à passer par les abattoirs¹⁷. Aujourd'hui encore, certains se risquent à abattre à la ferme, ni vu ni connu. Quand j'étais éleveuse, je ne suis jamais allée à l'abattoir, mais je n'aurais pas tué mon mouton moi-même : il faut un tueur pour cela, c'est un métier, et il y en a de moins en moins.

Pour ma part, je défends l'abattage à la ferme, mais mes collègues scientifiques défendent au mieux l'abattoir de proximité. L'Institut technique du porc (ITP) veut court-circuiter les résistances en créant des abattoirs de proximité dépendants de la filière industrielle. C'est ce qui m'étonne toujours avec l'industrie, et le capitalisme en général : pourquoi veulent-ils *tout* ? Pourquoi forcent-ils les petits bergers du Lubéron à passer par des abattoirs industriels ?

L. G. : Le capitalisme n'existe pas, ce ne sont que des gens qui le mettent en œuvre, comme dans l'exemple des Directeurs des services vétérinaires. Ce sont eux qui font appliquer les lois et les réglementations commerciales, et toute alternative leur donne des cauchemars, surtout si ça concerne la vie et la mort. Vu que ce ne sont pas les petits éleveurs qui nourrissent la France, ils peuvent les faire fermer. C'est ça le progrès, c'est ça la vie hygiénique.

J. P. : J'essaie de travailler la question du rituel avec les éleveurs. Une d'entre eux m'a dit récemment : « À l'abattoir, on n'a même plus la place de parler une dernière fois aux animaux. » Avant, au moment de laisser l'animal, son mari récitait une poésie indienne rituelle, à voix haute. Depuis que je travaille sur cette question, je me suis rendu compte que beaucoup d'éleveurs font ça. Moi, je le faisais aussi, dans ma tête. Et quand je mange de la viande, je visualise l'animal. J'en mange en conscience, en lien avec les animaux.

L. G. : Notre rapport au monde est fondé en premier sur notre rapport au vivant. Les animaux sont là, qu'on les mange, qu'on les tape ou qu'on les caresse, et nos relations avec eux sont fondatrices. Les psychanalystes nient trop souvent ce qui est de l'ordre de l'environnement et de l'expérience vécue, au bénéfice de relations strictement familiales de type père-

mère-enfant. Alors que sur le divan, les gens nous parlent de leurs nourrices, de leurs maîtresses d'école, de leur chien, de leurs vaches. Cela a longtemps été considéré comme des résistances au triangle œdipien, mais la théorie psychanalytique est en train de changer. Il est courant que quelqu'un ait bien tenu le choc suite à la mort d'un proche, mais s'effondre deux ans plus tard suite à la mort de son chat, pour les deux. Et d'autres assument qu'ils ont eu plus de mal à faire le deuil de leur chien que celui de leur mère. Tout le monde le sait, mais on ne l'écrit jamais.

J. P. : Ce que je me demande, c'est comment ça se passe pour les animaux. Les animaux engagés dans le travail rêvent-ils du travail ? Est-ce que les vaches rêvent du travail ?

L. G. : De quoi d'autre veux-tu qu'elles rêvent ?

NOTES

1. *Vivre avec les animaux, une utopie pour le XXI^e siècle*, 2011, La Découverte.

2. *Chroniques du travail aliéné*, 2015, éditions D'une.

3. La psychothérapie institutionnelle est une théorie et une pratique thérapeutique en institution psychiatrique qui met l'accent sur la désaliénation, la dynamique de groupe et la relation entre soignants et soignés. Selon celui qu'on considère comme son fondateur, François Tosquelles, la psychothérapie institutionnelle « *marche sur deux jambes : Karl Marx et Sigmund Freud* », qui permettent de penser ensemble les deux aliénations, l'une psychopathologique, l'autre sociale.

4. La psychodynamique du travail est une discipline créée par Christophe Dejours au début des années 1970 afin d'analyser les processus psychiques mis en place par une personne face à la réalité du travail. Elle étudie les problèmes de relations entre les différents partenaires de travail et les processus subjectifs et psycho-affectifs mobilisés par les contraintes du travail.

5. C'est-à-dire y compris l'élevage (qu'il soit industriel ou paysan) ainsi que toute forme de domestication.

6. Dans *Psychiatrie française*, vol. XXVII/96.

7. Jocelyne Porcher et Tiphaine Schmitt, « Les vaches collaborent-elles au travail ? Une question de sociologie », *Revue du MAUSS*, 2010/1 (no 35), pp. 235-261.

8. Voir Jef Klak n° 3 « Selle de ch'val » : « Les moutons ont des amis et des conversations. Comment les animaux désarçonnent la science. Entretien avec Vinciane Despret. ».

9. Ce concept de défense virile a été développé notamment par Christophe Dejours dans *Souffrances en France. La banalisation de l'injustice sociale*, Seuil, 1998.

10. La zootechnie est l'ensemble des sciences et techniques mises en œuvre dans l'élevage des animaux pour l'obtention de produits ou de services à destination de l'homme (viande, lait, œufs, laine, traction, loisirs, etc.).

11. Le Code du travail français est longtemps resté sans inclure l'aspect mental pour définir les mesures de protection de la santé au travail. Cette idée a été introduite en 2002 par la loi de modernisation sociale, qui remplaça le mot « santé » par les mots : « santé physique et mentale » dans le Code du travail. L'employeur doit désormais prendre en compte tous les risques psychosociaux (RPS) c'est-à-dire les risques concernant non seulement l'intégrité physique des salariés, mais aussi leur santé mentale : le stress, l'épuisement, la souffrance, ou encore le harcèlement moral.

12. Les éleveurs pouvaient à l'époque bénéficier de « la prime Hérode », une compensation financière européenne accordée pour l'abattage des jeunes veaux.

13. L'équarrissage est le lieu où on traite les cadavres d'animaux morts hors des abattoirs.

14. Marcel Mauss, « Essai sur le don. Forme et raison de l'échange dans les sociétés archaïques », *L'Année sociologique*, 1923-1924.

15. Beyond meat et Hampton Creek Foods. Hampton Creek Foods est également soutenue par des fonds d'investissement comme Khosla Venture. La firme multinationale Cargill, de son côté, a breveté un substitut de fromage, le Lygomme ACH Optimum, essentiellement constitué d'amidons.

16. Organisme de certification de l'agriculture biologique.

17. À ce sujet, lire J. Porcher, E. Lécivain, S. Mouret, N. Savalois : *Livre blanc pour une mort digne des animaux*, Les Éditions du Palais, 2014.